

*Synthèse du rapport d'activités 2011-2012
du domaine des organismes communautaires
du Service aux collectivités*

Préparé par Claire Vanier, Josée-Anne Riverin et Vincent van Schendel

Septembre 2012

SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES

Le présent rapport présente une brève synthèse des activités réalisées au domaine communautaire du Service aux collectivités, entre le 1^{er} mai 2011 et le 30 avril 2012, suivi d'un aperçu des perspectives et enjeux. De plus, sont présentés, quelques statistiques associées à nos activités (nombre de groupes, de professeurs, d'étudiants impliqués dans les projets; financement des projets), ainsi qu'un tableau des différentes activités du domaine communautaire. Dans ce dernier cas, les informations sont présentées suivant les types de projet (recherche, formation, diffusion), afin d'offrir un portrait rapide des activités, de leurs financement et retombées. Soulignons que les informations sur le financement externe et sur les retombées des projets ne sont pas exhaustives puisqu'elles dépendent de l'accès à ces données.

SYNTHÈSE

Pour les fins du présent rapport, nous avons choisi de présenter une brève synthèse des projets amorcés, en cours ou à venir, en les regroupant selon différentes thématiques, afin de mettre en lumière certaines tendances. Nous reconnaissons que cette séparation en thématiques – au demeurant artificielle – possède ses propres limites – et surtout ses recoupements – mais celle-ci nous permet de jeter un regard global sur l'ensemble des projets présents et à venir. Dans certains cas, cette approche par thématiques fournit également l'occasion de souligner le traitement interdisciplinaire des problématiques où, par le truchement de différentes disciplines et expertises, le réel s'appréhende de façon plurielle et complémentaire.

Sur la base de cette approche, les projets soutenus au domaine communautaire peuvent être regroupés dans sept grandes thématiques : environnement, défense et promotion des droits, lutte à l'exclusion, santé - qui se décline en santé globale, santé environnementale et en différents aspects de la santé mentale, patrimoine et culture, ainsi qu'éducation populaire et autres formes de transfert de connaissances. Il est également intéressant de souligner la présence croissante d'une préoccupation transversale teintant les demandes reçues, soit les différentes formes d'analyse réflexive dans lesquelles les groupes souhaitent s'inscrire.

Les préoccupations grandissantes des citoyennes et citoyens au plan environnemental se reflètent dans le nombre et la diversité des demandes reçues au domaine communautaire. Ainsi, plusieurs des projets ont pour objet **l'environnement ou le développement durable**. Certains de ces projets sont directement associés à l'environnement ou au développement durable, alors que d'autres portent sur la relation entre les humains et l'environnement, incluant des aspects de santé ou de défense et promotion des droits. Un récent projet vise quant à lui l'analyse réflexive et l'évaluation des impacts des activités du groupe en regard du recyclage de vieux véhicules. Ce chevauchement de thématiques dans les projets portant sur l'environnement illustre la difficulté – et les limites – d'une division des projets en différentes thématiques.

La **santé** est une thématique phare au SAC, depuis ses débuts. Si, initialement, les projets soutenus par le SAC traitaient surtout de santé au travail, les demandes reçues au domaine communautaire sont de plus en plus diversifiées portant sur différents aspects de santé globale, de santé mentale et, tel que déjà signalé, de santé environnementale.

La tendance relevée en 2010-2011 concernant une augmentation des demandes portant sur **la défense et la promotion des droits** s'est maintenue cette année. De surcroît, dans certains cas, si les projets ont d'abord débuté sous l'angle de la promotion et de la sensibilisation aux droits de la personne, une seconde étape semble vouloir se dessiner, afin de porter ces nouvelles connaissances dans l'action,

maintenant dans l'objectif de la défense de ces mêmes droits. Il est de plus intéressant de noter que, encore cette année, la question des droits transcende les seules sciences juridiques et s'appréhende à travers différentes disciplines (sociologie, travail social, communication, science de l'environnement, santé environnementale, etc.), ce qui ajoute à la richesse des enjeux traités et aux approches préconisées. Comme pour l'environnement, ce croisement de thématiques dans plusieurs projets illustre l'intérêt grandissant pour des approches plus globales et interdisciplinaires des phénomènes et problématiques.

Les projets contribuant à **la lutte contre l'exclusion** demeurent un enjeu majeur au domaine communautaire. Ainsi, le soutien au développement de l'incubateur universitaire Parole d'excluEs (IUPE) s'est poursuivi à travers différents projets de recherche-action sur la mobilisation contre l'exclusion par le logement communautaire. La structuration de l'IUPE et son rattachement au SAC ont également fait l'objet de travaux au cours de l'année. Par ailleurs, dans certains cas, des projets visant la promotion des droits ont directement contribué à favoriser l'inclusion et la participation citoyenne de différents groupes de la société civile.

La **culture et** particulièrement, **le patrimoine**, font aussi l'objet de projets au domaine communautaire. Actuellement, que ce soit la question des maisons de chambres à Montréal et leur évolution, la mise en valeur du patrimoine des pères Oblats et de l'Îlot Saint-Pierre, ou les relations entre une rivière et ses riverains, ces projets, de par leur nature, ont tous été abordés via leur aspect historique. Signalons que l'art et la culture au sens large semblent émerger non pas comme la visée d'un projet mais plutôt comme véhicules novateurs de transfert de connaissances. Ainsi, l'expression muséale, théâtrale, l'infographie ou l'animation culturelle sont autant de voies pour partager la connaissance et en assurer l'appropriation.

L'éducation populaire et autres formes de transfert de connaissances a toujours été une thématique transversale au Service, puisque l'appropriation des connaissances y est une valeur fondamentale. Il nous est toutefois apparu important de refléter ici les besoins de groupes dont la mission première est l'éducation populaire, ou dont la demande porte spécifiquement sur des activités d'éducation populaire.

Ce survol de l'année 2011-2012 serait incomplet sans la mention d'un phénomène grandissant au SAC, qui s'est confirmé encore cette année. En effet, il semble que les besoins en matière d'**analyse réflexive** soient une préoccupation de plus en plus généralisée, qui transcende les thématiques, de même que les champs d'action ou la mission des groupes. À plusieurs niveaux, des groupes souhaitent s'inscrire dans des démarches visant à questionner, renforcer ou améliorer certaines de leurs pratiques. Ainsi, des préoccupations liées à l'éthique, à la gouvernance, aux pratiques et impacts des groupes dans leur milieu sont autant d'enjeux traités actuellement par cette thématique transversale.

PERSPECTIVES

L'année 2011-2012 a pavé la voie pour le développement de nouveaux projets qui empruntent des avenues peu explorées jusqu'à maintenant au SAC. C'est le cas notamment de la médiation culturelle, mode d'éducation informelle à mi-chemin entre l'animation culturelle, l'art participatif et la participation citoyenne, qui semble faire son entrée au sein du Service. En effet, de nouveaux projets mais également de nouveaux groupes plaçant la médiation culturelle au cœur de leur mission s'inscrivent graduellement à l'intérieur de partenariats développés au SAC. Cette forme de participation citoyenne vise non pas à démocratiser la culture mais, selon les termes d'Ève Lamoureux (PAFARC mai 2012), tend plutôt à une démocratie culturelle, où la culture, prise au sens large et non-hiérarchique, joue un rôle social dans la construction de notre société et de notre citoyenneté.

À un autre niveau, il semble que la revitalisation territoriale associée à la lutte à l'exclusion sociale soit une approche en émergence puisque, outre le projet d'incubateur réalisé avec Parole d'excluEs, deux projets abordent, d'une façon ou d'une autre, la revitalisation territoriale (formation soutenu par le MELS¹; projet en développement, sur les marchés de quartier à Montréal).

Finalement, nous ne saurions passer outre l'influence du contexte social québécois (et canadien) actuel sur l'action et la réflexion, autant au sein des groupes, que du corps professoral et du personnel du Service. Les menaces aux acquis sociaux québécois et canadiens, ainsi qu'à la démocratie au sens large, nous préoccupent toutes et tous et il est probable que ce contexte se reflètera dans les collaborations qui lieront le Service et les groupes dans les années qui viennent. Que ce soit la réflexion sur les différentes formes de militantisme et de mobilisation, sur le concept de droit à la liberté d'expression ou sur l'action citoyenne, toutes ces préoccupations, ces dernières années particulièrement portées par les nouvelles générations, promettent de marquer la réflexion autant militante qu'intellectuelle.

ENJEUX ET DÉFIS

Il est très stimulant de constater l'augmentation de projets impliquant des professeurEs nouvellement embauchéEs à l'UQAM, ou nouvellement impliquéEs dans un projet soutenu par le Service. Le défi se traduit ici par un plus grand investissement dans le soutien aux professeures, professeurs, ainsi qu'à la relation partenariale, pour s'assurer d'une bonne compréhension des limites et potentiels de chaque partenaire. Par ailleurs, certains projets offrent aux professeurs des nouveaux champs d'investigation, de nouveaux types de partenariats, de nouvelles collaborations interdisciplinaires. Si la plupart y trouvent une source de renouvellement, pour d'autres, le défi est de taille.

Dans un même ordre d'idées, signalons également le défi de répondre à l'enthousiasme grandissant que suscite le SAC auprès des groupes ... ! enthousiasme qui se traduit par une augmentation croissante des demandes. Si nous nous réjouissons de cet enthousiasme, signe du dynamisme et de l'effervescence du Service, nous sommes aussi conscientEs du risque de ne pouvoir assurer pleinement le soutien souhaité aux partenariats. Or, nous croyons que cette approche, au cœur de la mission du Service, permet de rassembler tous les éléments garant du succès d'une réelle démarche partenariale. En effet, les choix sont parfois déchirants, entre la stimulation de projets structurants (par le développement d'aspects de transferts ou de nouvelles phases de recherche d'un projet existant), et notre disponibilité face à l'arrivée continue de nouvelles demandes, pour lesquelles les réponses ne peuvent attendre.

En parallèle, bien que le SAC semble être de plus en plus connu de la communauté uqamienne, force est de constater que le maillage demeure plus difficile avec certains départements, qui connaissent moins le Service ou qui, de par leur champ d'expertise, n'ont jusqu'ici pas ou peu eu l'occasion de travailler avec des groupes du milieu communautaire. Il est ainsi parfois difficile, sinon impossible, de répondre à des demandes de groupes lorsqu'ils portent sur certains aspects de gestion ou encore de santé environnementale : ces demandes doivent être alors abandonnées. Mieux nous faire connaître de ces départements et mieux diffuser les formes de partenariat soutenues par notre Service pourrait possiblement améliorer cette situation.

D'autres parts, le nombre de projets multi-partenariaux, c'est-à-dire qui incluent plusieurs groupes dont des institutions gouvernementales ou paragouvernementales, augmente aussi, notamment depuis la reconnaissance du bien-fondé d'une approche globale, et donc à plusieurs niveaux, des problématiques sociales, environnementales et autres. Le défi est ici de conserver à l'esprit la mission du Service, soit de

¹ Ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports

répondre aux besoins des groupes et collectivités n'ayant traditionnellement pas accès à l'université, lors des choix d'orientation des projets, de leurs objectifs et méthodes d'approche.

Un enjeu d'importance et qui, d'une certaine façon, peut être amplifié dans les cas de projets multi-partenariaux, est celui des ententes partenariales à élaborer pour un projet donné, entre l'UQAM et les groupes partenaires, notamment concernant la propriété intellectuelle des produits et résultats issus des projets réalisés. Bien que ce phénomène touche l'ensemble du Service, il tend à prendre de plus en plus d'ampleur dans les projets associés aux groupes du domaine communautaire. Si ce type d'entente permet d'éviter certains glissements, certains écueils y sont également liés, notamment les difficultés de s'approprier le vocabulaire juridique utilisé, souvent hermétique et peu accessible; l'accès limité de la majorité des groupes à des personnes ressources pouvant les conseiller pour ces ententes, contrairement au professeur qui a le soutien des Services juridiques de l'UQAM. Dans ce dernier cas, bien que l'agentE de développement du SAC voit à ce que les droits de tous soient respectés, cette situation peut quand même conduire à des sentiments d'inégalité, d'insécurité et de méfiance chez les groupes.

Finalement, un aspect qui concerne plus spécifiquement le domaine communautaire est l'absence de lieu formel de concertation et de réflexion réunissant l'équipe du domaine communautaire et son milieu partenarial, et ce, même si des contacts et échanges ponctuels ont lieu avec des regroupements d'organismes communautaires ou des organisations nationales. Cette situation, qui peut offrir une certaine souplesse sur les orientations du domaine et la réponse aux groupes, peut en revanche limiter l'apport des organismes communautaires à notre réflexion critique sur les activités du domaine.

Le domaine communautaire en quelques chiffres :

Plus de 40 ressources professorales, issues de l'ensemble des facultés de l'UQAM.

Vingt étudiantEs de l'UQAM et deux étudiants externes (U. de Concordia, INRS - Institut Armand-Frappier).

Huit demandes de dégrèvement acceptées, dont 3 en recherche (105 heures) et cinq en formation (375 heures).

Trente projets en cours et douze en développement.

Le financement de 6 projets par le PAFARC volet 2 (42 231\$), un soutien financier de sources externes de 217 949 \$, auquel s'ajoute le soutien du SAC (6 370\$).

Titre	Ressources universitaires		Groupe(s) partenaire (s)	Financement			Productions et retombées
	ProfesseurEs et autres	ÉtudiantEs ²		Sources	Passé	2011-12	
RECHERCHES AMORCÉES EN 2011-2012							
Croiser les savoirs pour mieux combattre la pauvreté : une enquête participative avec l'Université populaire Quart Monde (UPQM)	Jean-François René, École de travail social	Marie-Andrée Leblanc, École de travail social	ATD Quart Monde	J.-F. René SAC		500 \$ 500 \$	Recherche qui vise à comprendre, par une approche participative, ce qu'apporte l'Université populaire Quart Monde. La Phase I de la recherche a comporté la collecte et l'analyse préliminaire de données (mars à mai 2012; cf Projets en développement, pour la Phase II).
Optimisation de l'action des Centres d'éducation populaire de Montréal (CÉP de Montréal)	Anouk Bélanger, Sociologie; Paul Bélanger, Éducation et formation spécialisées	David Labrie Kliss, Sociologie	4 centres d'Éducation populaire de Mtl	PAFARC CSAC SAC		7 345\$ 45h 500 \$	Projet qui vise à analyser les pratiques éducatives des CÉP de Montréal, à documenter l'impact de leurs actions et les besoins non répondus, et à formuler des pistes pour optimiser les actions. Cette recherche fait suite à plusieurs activités de formation et de recherche alliant les CÉP, le professeur Bélanger et le SAC.
Portrait descriptif de santé globale de la population HARSAH afro-caribéenne de Montréal	Simon Corneau, Sexologie	Jessica Caruso, Sabrina Paillé, Sexologie. Alexander McKenzie	Arc-en-ciel d'Afrique	PAFARC (nov.-2011) Dép. Sexo SAC Études-travail		6 886\$ 300 \$ 300 \$ 500 \$	Recherche qui, dans une perspective de santé globale, vise à faire un portrait de la population rejointe par le groupe et à mieux identifier ses besoins, en vue de l'élaboration d'interventions et d'activités de prévention en santé globale.
Hypersexualisation et sexualisation précoce : conception et validation d'un outil didactique pour le 3e cycle du primaire	Francine Duquet, dép. sexologie	Camille Mikan-Dupuis, maîtrise sexologie; Jade Marquis, maîtrise en danse	Adojeune (changement d'organisme)	PAFARC (nov. 2011)		7 000 \$	Cette recherche-action se consacre à la conception et à la validation d'un outil didactique d'éducation à la sexualité destiné aux enfants du 3e cycle du primaire afin de contrer les effets néfastes de l'hypersexualisation et de la sexualisation précoce.

Documentation des modalités de mise en place et d'opérationnalisation d'un projet de radio-éducative décentralisée en Haïti: une recherche exploratoire	Frédéric Fournier, Éducation et formation spécialisées	Angelo Barthold, maîtrise en travail social	GRAHN	CSAC (nov. 2012) PAFARC (janv.2012) ACDI		45 h 7 000 \$ 72 000 \$	Projet visant à mieux connaître les modalités de mise en place et d'opérationnalisation d'une radio éducative interactive décentralisée en Haïti en documentant l'environnement humain, structurel et technique actuellement en place à partir de quatre régions pilotes. Réalisations/productions : Réception d'une délégation haïtienne pour formation (janvier et juillet 2012). Diffusion : <ul style="list-style-type: none"> • Conférences avec le GRAHN et son école d'été. • Couverture médiatique (journaux, radio)³ Retombées : <ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs missions sur le terrain qui ont permis la création d'un réseau de partenaires. • Relance du département de radio éducative du Ministère de l'éducation haïtien (réorientation vers une approche régionale). • Au niveau local : création dans la région des Abricots d'une radio RPI et d'un centre qui desservira 12 écoles (3500 élèves)
La délibération éthique dans les organismes communautaires Famille	Audrey Gonin, École de travail social	Carol Gélinas, maîtrise en travail social	ROCFM	PAFARC (mai 2011)		7 000 \$	→ Recherche en suspens, pour motif de congé de maladie. Reprise anticipée à l'automne. Ce projet vise la construction d'outils de délibération éthique adaptés aux besoins des organismes communautaires Famille. Plus spécifiquement, le projet PAFARC

³Article paru dans l'édition du 9 janvier 2012 du Journal UQAM, <http://www.uqam.ca/entrevues/entrevue.php?id=1010>

Émission radio : http://www.rcinet.ca/francais/chronique/tam-tam--reportage-d-anne-marie-yvon/13-00_2012-02-13-haiti-la-radio-au-service-de-l-education/

							s'inscrit dans une phase exploratoire et préparatoire pour soutenir une appropriation et une mise à niveau collectives des différents concepts et questions par et pour l'ensemble des membres.
Une chambre à soi. Les maisons de chambres de Montréal d'hier à aujourd'hui: une recherche exploratoire	Johanne Burgess, dép. histoire	Guillaume Hélou, doctorat en histoire, Cécile Retg, maîtrise en histoire	TCFSL	PAFARC (mai 2011)		7 000 \$	Cette recherche souhaite faire le portrait de la situation contemporaine des maisons de chambres et d'en dresser l'évolution pour éclairer les décisions que nous avons à prendre aujourd'hui au sujet de ce type d'habitation, entre autres sur les appuis à donner pour les maisons de chambres socialisées (OSBL) et leur localisation. Diffusion : Article dans le Journal UQAM ⁴
Droits des travailleuses et travailleurs dans le contexte de la mondialisation	Rémi Bachand, dép. sc. Juridiques	Pierrick Pugeau, maîtrise en droit	CISO	CISO		2 825 \$	→Projet terminé. Rédaction d'une fiche pédagogique portant sur les zones franches et les lois HOPE et HELP en Haïti à intégrer à la trousse d'information sur le droit international et l'action syndicale élaborée par le CISO et distribué à ses partenaires notamment en Haïti. Réalisation/production : Création d'une fiche pédagogique
RECHERCHES EN COURS 2011-2012							
Effets de la méthode de Gymnastique holistique d'éducation somatique sur la conscience corporelle de personnes aux prises avec des troubles de comportement alimentaire (TCA)	Sylvie Fortin, Danse	Danièle Chouinard, Danse	La maison Entre-deux	PAFARC (mai 2010) CSAC SAC		6 500 \$ 30 h 400 \$	→ Rapport de recherche en rédaction. Cette recherche-action vise à mieux comprendre le rapport au corps des personnes souffrant de TCA, et de cerner l'impact de l'intervention sur la santé mentale de ces femmes et plus spécifiquement sur TCA, par des ateliers d'éducation somatique alliés à

⁴ Claude Gauvreau, « Une chambre à soi » (16 avril 2012), vol. XXXVIII(15) *Journal UQAM*, en ligne : http://www.uqam.ca/entrevues/entrevue.php?id=1070?utm_campaign=UQAMHEBDO&utm_medium=email&utm_source=16AVRIL2012&utm_content=chambre-a-soi

							un processus d'écriture autoethnographique. Le projet fait suite à une étude similaire de la professeur Fortin, réalisée avec une autre méthode et en collaboration avec un autre partenaire (ANEB). Retombée : Comme pour le 1 ^{er} projet, le groupe partenaire Entre-deux envisage d'embaucher l'étudiante pour poursuivre la démarche,
Comment rejoindre les HARASH les plus vulnérables selon une approche globale de la santé et du mieux-être <i>?Entrevues auprès des hommes âgés de moins de 25 ans, des hommes issus de communauté culturels et des travailleurs du sexe</i>	Maria Nengeh Mensah, École de travail social		RÉZO	PAFARC (mai 2008) RÉZO M. N. Mensah Étude-travail SAC	6 000 \$ 800 \$ 5 242 \$ 1 525 \$ 500 \$		→ Rapport de recherche en impression. Ce projet fait suite à une 1 ^{ère} recherche soutenue par le SAC qui visait à identifier les préoccupations et les besoins des HARSAH en regard de leur santé ⁵ , leurs perceptions des services offerts par RÉZO et les priorités d'activités à mettre en place. Cette 2 ^e phase a permis de rejoindre des groupes considérés plus vulnérables
L'histoire de la Rivière Bayonne	Joanne Burgess, Histoire		Versant-Bayonne	PAFARC (mai -2009) Versant-Bayonne Études-travail LHPM ⁶ SAC	6 000 \$ 1 500 \$ 1 500 \$ 840 \$ 590 \$		→ Projet terminé. Ce projet examinait la place de la rivière Bayonne dans la vie économique, sociale et culturelle locale, et l'influence historique des activités humaines sur la rivière. Inscrit à la suite d'un projet d'exposition liant le groupe et la professeure, projet très novateur n'a toutefois pu être finalisé, notamment en lien avec les activités organisationnelles du groupe, la disponibilité de la professeure et la

⁵ Voir les rapports des années précédentes pour une description de la 1^{ère} phase de la recherche (Une approche de santé gaie à Action Séro Zéro : enquête auprès des hommes ayant des relations sexuelles et affectives avec d'autres hommes).

⁶ Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal

							complexité de l'analyse à réaliser.
Programme de recherche sur la problématique du lieu d'enfouissement sanitaire (LET) de Lachenaie							
<ul style="list-style-type: none"> Bien-être et qualité de vie des résidents demeurant à proximité du lieu d'enfouissement technique Lachenaie 	Chantal Arousseau, Communication	Richard Rioux, Communication	CCPL et Fondation Éco	PAFARC (mai 2009) Étude-travail Fondation ECO CIRÉ SAC	6 000 \$ 1 500 \$ 2 200 \$ 1 600 \$ 248.24 \$	1 600 \$	<p>→ Rapport de recherche publié.</p> <p>La recherche, issue de rencontres entre des groupes de citoyens et des chercheurs du CINBIOSE ainsi que du dépôt de plusieurs mémoires aux audiences du BAPE sur le projet de LET⁷, visait à comprendre l'incidence de l'environnement sur les relations interpersonnelles des citoyens riverains du LET, sur la base de leur état de bien-être et de leur perception de la qualité de vie.</p> <p>Retombée :</p> <p>La problématique a servi d'étude de cas pour la formation intensive sur les approches écosystémiques de la santé offerte par CoPEH-Canada⁸, qui incluait une visite du LET et des présentations/ animations réalisées par les partenaires, la professeure, l'étudiant et/ou l'agente de développement du SAC.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Programme de recherche exploratoire en santé environnementale 	Cathy Vaillancourt Pauline Brousseau, CIRÉ; M. Charbonneau, RRSE; UQAM : Chantal Arousseau, Communication, Claire Vanier, SAC		CCPL et Fondation Éco				Programme de recherche qui réunit plusieurs chercheurs en vue de cerner les risques pour la santé de vivre à proximité d'un LET. Plusieurs petits projets (toxicologie; santé humaine) sont en cours, mais leur avancement reste limité par l'accessibilité à des ressources financières.

⁷ Audiences du Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE), mars 2008 : http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/LET-Lachenaie/documents/liste_cotes.htm

⁸ Communauté de pratique canadienne en approches écosystémiques de la santé : formation tenue du 2 au 13 juin, à l'UQAM.

L'Îlot Saint-Pierre : Un héritage pour la communauté	Martin Petitelerc, dép. histoire, Dominique Marquis, dép. histoire	Andréa Shaulis, maîtrise en histoire	Centre Saint-Pierre, Écomusée du fier monde	Fond étudiant de la FTQ LHPM ⁹	3 700 \$ 3 390 \$		<p>Cette recherche s'inscrit dans un vaste projet de mise en valeur de l'histoire et du patrimoine de l'Îlot Saint-Pierre Apôtre, un site historique classé depuis 1976, réalisé par le Centre St-Pierre en collaboration avec l'Écomusée du Fier Monde.</p> <p>Réalisations/productions/diffusion : Réalisation et lancement de l'exposition sur l'action culturelle et spirituelle des missionnaires Oblats.</p> <p>Retombées : Nouveau projet de recherche (PAFARC 2012, <i>Le Service social paroissial à Saint-Pierre Apôtre, 1947-1968</i>) qui s'intéressera spécifiquement aux origines et à l'évolution du Service social paroissial de Saint-Pierre Apôtre à Montréal.</p>
Les usages des ordonnances de traitement psychiatrique: entre thérapeutique et contrôle social	Marcelo Otero, dép. sociologie	Geneviève Dugré, doctorat en sociologie		PAFARC (mai 2010) M. Otero SAC	6 550 \$	3 000 \$ 750 \$	<p>→Projet terminé.</p> <p>Par le biais de l'analyse de l'ensemble des dossiers concernant les autorisations judiciaires de soins psychiatriques données à des établissements hospitaliers montréalais au cours de l'année 2009, cette recherche visait à comprendre : 1) le fonctionnement du dispositif d'autorisation judiciaire de soins qui obligent certaines personnes à se soumettre à des traitements psychiatriques qu'elles refusent, 2) les caractéristiques sociodémographiques de ces personnes et 3) le type de problèmes auxquels elles font face ou qu'on leur reproche.</p> <p>Réalisations/productions :</p>

⁹ Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal

						<ul style="list-style-type: none"> • Rapport final publié¹⁰ • Lancement publique du rapport de recherche¹¹ • Colloque et articles¹² <p>Retombées : Approfondissement de la problématique de recherche afin, dans une deuxième phase, documenter les trajectoires de vie des personnes ayant reçu une ou plusieurs autorisations judiciaires de traitement. (PAFARC 2012 : <i>Les nouvelles figures de la «psychiatisation» : l'impact des autorisations judiciaires de soins (AJS) dans les trajectoires des personnes vulnérables</i>).</p>
--	--	--	--	--	--	--

¹⁰ Action Autonomie, Otero, M et Dugré G. (2012), Les usages des autorisations judiciaires de traitement psychiatrique à Montréal : entre thérapeutique, contrôle et gestion de la vulnérabilité sociale. Montréal : Action Autonomie, 84 p.

¹¹ Dévoilement d'une étude sur les ordonnances de traitement et d'hébergement en santé mentale, Journal UQAM, 9 février 2012, en ligne : <http://www.nouvelles.uqam.ca/2012/2055-devoilement-dune-etude-les-ordonnances-traitement-dhebergement-en-sante-mentale>; Radio Centre-Ville, émission *Folie douce*, diffusée le 1^{er} mars 2012.

¹²Otero, M. et Dugré, G. (2012), «Les usages des autorisations judiciaires de traitement psychiatrique à Montréal : entre thérapeutique, contrôle et gestion de la vulnérabilité sociale». Conférence pour la Journée de droits des personnes ayant des problèmes de santé mentale au Québec, Montréal, organisé par Action Autonomie. 9 février 2012. [colloque]

Otero, M. (2012), «Les intraitables contemporains : les usages complexes des ordonnances judiciaires de soins psychiatriques», colloque *Institutions. Entre coercition et soins, 19e et 20e siècles*. Congrès de l'ACFAS, Palais des congrès de Montréal. 9 Mai 2012. [colloque]

Otero, M. et Dugré, G. (2012), Le déséquilibre. Les autorisations judiciaires de soins psychiatriques à Montréal, *Revue du Cremis*, été 2012, pp. [article]

FORMATION AMORCÉES EN 2011-2012							
Programme de formation sur l'hypermotilité environnementale: comment gérer cette condition? Formation sur les dimensions biologiques et juridiques	Rachel Cox, Sc. juridiques, Lise Parent, Unité d'enseignement et de recherche S. et T., Teluq	Dave Lanoix, INRS - Institut Armand-Frappier ¹³	ASEQ	MELS-SAC CSAC Teluq ¹⁴ Étude-travail		51498\$ ¹⁵ 900 \$ 135h ~ 3000\$ 1 199 \$\$	Le projet vise (1) à former des personnes-ressources locales sur les aspects juridiques et biologiques de l'HE, (2) à favoriser chez les personnes atteintes une plus grande prise de conscience de leurs besoins, une meilleure gestion de leur condition médicale et une reprise de leur place dans la société, et (3) à consolider les connaissances de l'ASEQ dans les deux disciplines. Plusieurs outils de formation sont en voie de réalisation. La mise sur pied d'un comité de spécialistes a permis la mise en relation de ces personnes avec les deux professeurs.
Programme de formation sur l'accompagnement social au témoignage public des personnes vivant avec le VIH/sida: une démarche éthique et solidaire	Maria Nengeh Mensah, travail social; IREF	Ian Bradley-Perrin, Histoire publique, 1 ^{er} cycle, U.Concordia	COCQ-SIDA	MELS * CSAC		58 720 \$ ¹⁶ 90h	Ce projet vise à développer une réflexion critique et d'encourager la prise de conscience collective sur les différentes modalités requises pour soutenir les personnes vivant avec le VIH/sida [PVVIH] qui témoignent publiquement de leur vécu. ceci en vue de l'émergence de pratiques d'accompagnement social éthique et solidaire au sein des groupes membres de la COCQ-SIDA ainsi que dans les milieux médiatiques et de la recherche qui sont susceptibles de solliciter des témoignages.

¹³ Une doctorante à l'École de l'Administration publique de l'Université d'Ottawa, Geneviève Nadeau, a aussi accepté de participer aux Comités experts du projet

- Fonds des services aux collectivités du Ministère de l'Éducation du Loisir et des Sports

¹⁴ Prêt d'une ressource (spécialiste en éducation) de la Teluq (~ 10 jours)

¹⁵ Subvention pour 2012-2013 confirmée (45 180 \$)

¹⁶ Subvention pour 2012-2013 confirmée (60 366 \$)

Programme de formation Habiter des villes durables au Québec	Catherine Trudelle, Géographie, Normand Brunet, ISE	Édouard Sigdwar	Écomusée du fier monde	MELS * SAC CSAC		55 068 \$ ¹⁷ 900 \$ 90h	Ce projet fait suite à une recherche/exposition sur le thème du développement durable à Montréal ¹⁸ , qui a connu une grande réussite et suscité des demandes de différentes XXXx. Le projet vise à ce que les citoyens de 4 villes québécoises (Laval, Longueuil, Sherbrooke, Québec) s'approprient les connaissances sur le développement durable (DD) et la gouvernance, se saisissent des enjeux locaux et des possibilités d'action, puis se mobilisent pour agir. La démarche comprend les activités de formation/accompagnement et la réalisation d'une exposition participative, où les citoyens-nes seront invités-es à fournir suggestions et engagements en lien avec les enjeux locaux du DD.
Pour une éducation inclusive à l'école : la coresponsabilité à l'œuvre	Maryse Potvin, dép. éduc. &form. spéc.		La 3 ^e avenue	CSAC (nov. 2011 Centraide Soutien à l'action bénévole		30 h 40 000 \$ 1 500 \$	→ Projet terminé. Cette formation souhaitait amener des parents à mieux cerner la coresponsabilité des acteurs (famille-école-communauté) dans l'avènement de l'équité en matière d'éducation et d'une approche inclusive à l'école (droits, responsabilités, compétences professionnelles); à s'approprier les savoirs-clés pour les démarches individuelles et collectives des parents à l'école en cohérence avec les instruments juridiques et balises normatives en vigueur dans le système scolaire ; et à acquérir les compétences

¹⁷ Subvention pour 2012-2013 confirmée (50 361 \$)

¹⁸ *Habiter une ville durable*. Recherche exposition réalisée par l'Écomusée du fier monde et le Centre d'écologie urbaine de Mtl avec la collaboration de Normand Brunet et du Service aux collectivités de l'UQAM. 2008-2011. Voir le rapport annuel 2010-2011 du domaine communautaire du SAC.

							requis pour l'animation des activités de formation destinées aux parents Réalisations/productions <ul style="list-style-type: none"> • 5 formations pour 11 parents incluant 1 formation de formateurs • Création d'une exposition par les participants pour les autres parents (en cours) • 1 conversation publique animée par les parents. 100 personnes présentes. Retombées : La conversation publique a permis de développer du contenu sur l'importance d'une approche fondée sur les droits des enfants en éducation et les actions à mettre de l'avant pour y arriver. Des suites au projet sont en discussion.
Perfectionnement en montage image et son sur Final-CutPro et habillage numérique	Françoise Lavoie-Pilote, chargée de cours, École des médias		Wapikoni mobile	Projet d'intégration		4 815 \$	→ Projet en suspend dû à la grève étudiante. Développement de la formation en cours et réalisation prévue à l'automne 2012.
Programme de recherche et formation sur la problématique des fleurs de cyanobactéries au Lac Bromont	Dolors Planas et Béatrix Beisner, Sc. Biologiques	ZuzaneHrivnakova et Paola A. Cabal Gomez, maîtrise, Sc. biologiques	ACBVLB	PAFARC (mai -2007) Chaire * CSAC Horizons sciences ACBVLB / Bromont CRSNG/F QRNT/ MDDEP COGEY Épicerie Métro	6000 \$1000\$ 45 h 45000\$ 91436\$ ¹⁹ 75000\$ ²⁰ 1 500 \$ 2 000 \$	12 000 \$ 12264 \$ 20 000 \$	Programme de recherche existant depuis 2007 qui vise à comprendre la dynamique des cyanobactéries au Lac Bromont, en vue d'améliorer la qualité du lac. Cette année est principalement dévolue à une formation et un transfert de connaissances et de compétences vers le groupe partenaire et la municipalité de Bromont, pour qu'ils puissent assurer le suivi de la santé de leur lac. Ces activités comprennent : la rédaction, sous formes de fascicules, des résultats des études au lac Bromont (2007-2011); la rédaction d'un

- Chaire d'études sur les écosystèmes urbains

¹⁹ S'ajoute aussi un soutien logistique et technique important

²⁰ S'ajoutent aussi des analyses de laboratoire, des bourses, des inscriptions à des congrès, des frais de transport

				Études-travail SAC	2 034 \$ 1 000 \$	<p>protocole d'échantillonnage adapté; la réalisation d'une formation. L'analyse des résultats des études pointe les sédiments comme principale source de phosphore pour les algues), tout en rappelant la nécessité du contrôle des apports externes en nutriments.</p> <p>Réalisations/productions Pour l'année en cours, les réalisations portent sur 9 cahiers synthèse incluant des recommandations; un protocole de formation.</p> <p>Retombées Les retombées de ce programme de recherche multiples et importantes : engagement de la municipalité dans les activités de recherche; réalisation d'une recherche sociopolitique avec le professeur Laurent Lepage de l'ISE, incluant la mise sur pied d'un comité de sous-bassin versant et l'élaboration d'un plan d'action; obtention de subvention du MDDEP. Les différentes phases du programme de recherche ont contribué à la formation de 18 étudiantEs et de 4 jeunes professionnels, et a fait l'objet de 4 mémoires de maîtrise. L'embauche de l'étudiant qui a réalisé l'étude sociopolitique, par la ville puis par un organisme de bassin versant dans la région; une quantité élevée de communication lors de congrès internationaux ainsi qu'aux assemblées de l'ACBVLB et aux réunions du conseil municipal de Bromont.</p>
--	--	--	--	-----------------------	----------------------	---

FORMATION EN COURS 2011-2012

<p>Programme de formation Personnes assistées sociales avons-nous des droits?</p>	<p>Mireille Tremblay, dép. comm. Soc.</p>	<p>Isabelle Hudon, maîtrise en communication Sylvia Bissonnette, certificat études féministes, bénévole et militante</p>	<p>FCPASQ</p>	<p>CSAC SAC</p>	<p>90 h</p>	<p>810 \$</p>	<p>→Projet terminé. Pour le FCPASQ, la pauvreté est une négation de droit. Pour être ou devenir «sujets de droits », les personnes assistées sociales ont besoin de connaître et de comprendre leurs droits et de reconnaître les violations qu’elles vivent dans leur quotidien. Cette formation a porté sur l’ensemble des droits compte tenu de leur interdépendance. Parmi ces droits, l’aide sociale se situe où ? Comment ça se vit ? Comment exercer sa citoyenneté ? Cette série de formations a culminé par la réalisation d’un sommet réunissant l’ensemble des participants ayant vécu la formation. Réalisations/productions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Série de 6 à 7 formations dans cinq groupes différents²¹ (total d’environ 60 participants) • Réalisation d’un sommet réunissant une majorité de participants (40 personnes) • 1 conférence²² <p>Retombées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement d’une série de recommandations par les participants alimentant le développement de chantiers de travail dans les groupes participants. • Un projet PAFARC est en préparation afin de systématiser le processus de co-création de la connaissance et du passage de
---	---	---	---------------	---------------------	-------------	---------------	---

²¹ Les groupes sont : Action Plus Brôme-Missisquoi, Ex-Aequo, ATD Quart-monde, Cap Saint-Barnabé, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.

²² Mireille Tremblay, « Personnes assistées sociales, avons-nous des droits? » ACFAS, Montréal, 8 mai 2012.

							l'individuel au collectif tel que réalisé dans le cadre du projet de formation s'étant terminé en 2012.
Programme de formation sur la participation citoyenne aux débats publics : liberté d'expression et nouvelle loi sur les poursuites bâillons	Lucie Lemonde, dép. sc. Juridiques		RQGE	MELS CSAC	50 505\$ 90 h	34 746 \$ 30 h	<p>Ce projet, tirant à sa fin, visait à appuyer le transfert des connaissances concernant la participation citoyenne aux débats publics depuis l'adoption de la nouvelle loi provinciale contre les poursuites-bâillons. Depuis l'adoption de la Loi 9, les citoyens et citoyennes et les groupes peuvent désormais se prévaloir de nouvelles dispositions modifiant le Code de procédure civile pour prévenir l'utilisation abusive des tribunaux et favoriser le respect de la liberté d'expression et la participation des citoyens aux débats publics, face à ce que l'on a communément dénommé les SLAPPs (poursuites-bâillons). Cette année a permis de réaliser de nombreuses formations et même d'ajouter des dates au calendrier afin de répondre à la demande. La formation de personnes ressources issues de chacune des régions rejointes assurera la pérennité des connaissances transmises et un relais régionale pour les personnes victimes d'intimidation judiciaire.</p> <p>Réalisations/productions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 12 formations dans différentes régions du Québec (Bas-du-fleuve, Abitibi, Outaouais, Gaspésie, Mauricie, Centre-du-Québec, Estrie, Québec, Saguenay, Montréal) • 1 Formation de personnes

							ressources(Montréal). <ul style="list-style-type: none"> • Conférence²³ • article scientifique²⁴ Retombées : <ul style="list-style-type: none"> • Réseau de personnes ressources formées dans chacune des régions pour suivre les dossiers d'intimidation judiciaire et appuyer les victimes. • Bilan juridique et politique de la nouvelle loi permettant d'intervenir au niveau des travaux du ministère de la Justice à l'automne 2012. • Réflexion en cours sur les nouvelles formes d'intimidations et d'atteintes à la liberté d'expression et à la participation citoyenne au Québec.
--	--	--	--	--	--	--	--

²³Maude Prud'homme, « Participation citoyenne aux débats publics : liberté d'expression et nouvelle loi sur les poursuites bâillons », *Plan Nord, plans Sud, Résistances dans les Amériques: Crimes socio-environnementaux et minières canadiennes*, UQAM, 26 au 28 avril 2012.

²⁴ Lucie Lemonde et Marie-Claude P. Bélair, « Premières interprétations des nouvelles dispositions sur les poursuites abusives et les poursuites-bâillons : la confusion des genres » (automne 2011) 70 *Revue du Barreau* 271.

<i>DIFFUSION, TRANSFERT, MOBILISATION DES CONNAISSANCES EN 2011-2012</i>							
Montréal et les arts de la Veillée	Marie-Blanche Fourcade, chargée de cours, dép. histoire de l'art		Espace Trad – Journées de la Culture				Conférence midi à la Place Pasteur (30 septembre). Création d'un dialogue entre des chercheurs s'intéressant au patrimoine immatériel et un organisme œuvrant à la promotion de la danse traditionnelle au Québec. Les thèmes de la conservation et de la diffusion du patrimoine, de la cohabitation dans un contexte multiculturel et de la mobilisation de la relève y ont été notamment abordés.
Assemblée publique dans le cadre de la Journée de droits des personnes ayant des problèmes de santé mentale au Québec	Marcelo Otero, dép. sociologie	Geneviève Dugré, doctorat en sociologie	Action Autonomie	SAC		500 \$	Assemblée publique (9 février) Présentation du rapport de recherche : Marcelo Otero, Geneviève Dugré, <i>Les usages des ordonnances de traitement psychiatrique: entre thérapeutique et contrôle social</i>)
Sommet : « Personnes assistées sociales avons-nous des droits? »	Mireille Tremblay, dép. comm. Sociales	Isabelle Hudon, maîtrise en comm., Sylvia Bissonnette, bacc. travail soc.	FCPASQ, RGPAQ, Ex-Aequo, Cap Saint-Barnabé, ATD Quart-Monde, Action Plus BrômeMissisquoi,	SAC		810 \$	Sommet (27 avril 2012) Énonciation d'une série de recommandations par et pour les personnes assistées sociales. Mise en branle de chantiers de travail dans les groupes à partir de l'automne 2012.
<i>CONSULTATIONS ET EXPERTISES EN 2011-2012</i>							
Piste pour l'évaluation d'un projet pilote en mentorat	Jean Bélanger, dép. éduc. & form. spéc.	Karine Labelle (maîtrise en éducation)	Culture pour Tous	Culture pour Tous		1 500 \$	Plusieurs rencontres en 2011-2012
Crédits d'impôts pour les aidantes-aidants naturels	Ruth Rose, prof. assoc. Dép. sc.		Société de la Sclérose				conférence téléphonique (27 mars)

	économiques		latérale amyotrophique du Québec				
Entretien sur le raisonnement logique et humain	Serge Robert, dép. philo	Janie Brisson, maîtrise en philo (bénévole), Claude Chapleau-Champagne, bacc. en ARC (stagiaire Exeko)	Exeko				Rencontre le 10 février 2012 Cette rencontre a donné lieu au développement d'un projet de recherche formel. (PAFARC mai 2012, <i>Esprit critique, raisonnement logique et inclusion sociale: Quand la prudence épistémique devient le buzzer du doute</i>)
Développement d'un protocole d'entente entre une étudiante au doctorat et l'organisme Suicide-Action Montréal	Michel Lizée et Josée-Anne Riverin, Service aux collectivités.	Marie-Josée Girard, doctorat en psychologie	Suicide-Action Montréal				Développement d'un protocole d'entente.
PROJETS EN DÉVELOPPEMENT EN 2011-2012							
Le développement de praTIC communautaires (TIC= technologies de l'information et de la communication)	Sylvie Jochems, École de travail social		Table de concertation jeunesse Lachine				Projet de recherche en devenir
Recherche- action sur la mutualisation des marchés de quartier, en vue du développement d'outils collectifs	Sylvain Lefèvre, CRSDD ²⁵ , ÉSG		Marchés de quartiers TERATA, MAC et Frontenac				Projet de recherche en devenir
Le transfert des connaissances acquises à la Fondation du Dr Julien	Suzanne Mongeau, École de Travail social		Fondation du Dr Julien				Projet de formation en devenir
Analyse des conditions de vie et de logement des travailleuses domestiques	Martin Gallié, dép. sc. Juridiques; Elsa Galerand, dép. sociologie		PINAY				PAFARC obtenu en mai 2012

²⁵ Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Les nouvelles figures de la «psychiatriation» : l'impact des autorisations judiciaires de soins (AJS) dans les trajectoires des personnes vulnérables.	Marcelo Otero, dép. sociologie		Action Autonomie				PAFARC obtenu en mai 2012
Évaluation d'une pratique de médiation culturelle : École nationale d'apprentissage par la marionnette (ENAM)	Ève Lamoureux, dép. histoire de l'art		ENAM				PAFARC obtenu en mai 2012
Le Service social paroissial à Saint-Pierre Apôtre, 1947-1968.	Martin Petitclerc, dép. histoire		Centre Saint-Pierre, Écomusée du fier monde				PAFARC obtenu en mai 2012
Esprit critique, raisonnement logique et inclusion sociale: Quand la prudence épistémique devient le buzzer du doute	Serge Robert, philosophie		EXEKO				PAFARC obtenu en mai 2012
Croiser les savoirs pour mieux combattre la pauvreté : une enquête participative avec l'Université populaire Quart Monde (UPQM)	Jean-François René, École de travail social	Marie-Andrée Leblanc, École de travail social	ATD Quart Monde	M. René SAC		500 \$ 500 \$	PAFARC obtenu en mai 2012. Phase II d'une recherche amorcée en 2012. Cette phase vise à élargir la collecte et l'analyse des résultats (analyse croisée des savoirs).
Programme de recyclage de vieux véhicules au Québec : mieux comprendre les impacts potentiels sur la réduction de l'usage de l'automobile	Ugo Lachapelle	Alexis Pelletier-Audette, Études urbaines	AQLPA				PAFARC obtenu en mai 2012. Recherche qui vise à mieux cerner les caractéristiques des participants au programme <i>Faites de l'air!</i> , qui favorise le recyclage des véhicules usagés et l'usage des modes de transport moins polluants.
Formation sur la revitalisation des communautés territoriales et le développement des capacités de transfert individuelles et collectives.	Juan-Luis Klein (Géographie) Jean-Marc Fontan (Sociologie) Isabelle Mahy (Communication sociale) Mélanie Doyon (Géographie) Pierre-André			MELS		52 000 \$ (2012-13)	MELS obtenu en juillet 2012. Une deuxième année est aussi financée à hauteur de 62 000 \$

	Tremblay (UQAC) Jacques Caillouette (U. Sherbrooke) Diane G. Tremblay (TELUQ)/						
Mobilisation contre l'exclusion par le logement communautaire	Jean-Marc Fontan Juan-Luis Klein Réjean Mathieu Winnie Frohn Richard Morin Etc.		Parole d'excluEs (PE) et Incubateur universitaire Parole d'excluEs (IUPE)	Multiplés	38 000 \$ CRSH 25 000 \$ Variables	À venir	Documenter et appuyer par différentes recherches actions les initiatives de mobilisation citoyenne des résidents de l'îlot Pelletier (Montréal-Nord), l'ancienne biscuiterie Viau (H-M) et du Nord-Est de Montréal La mission de l'Incubateur universitaire <i>Parole d'excluEs</i> (IUPE) consiste à croiser des savoirs et des pratiques pour permettre un accompagnement critique auprès de démarches de mobilisation citoyenne dans le cadre du modèle d'action de PE.